

Assemblée Section Porc 2014

Capitaliser sur nos atouts pour gagner en compétitivité

Mesdames et Messieurs les Présidents,
Mesdames et Messieurs les Elus et représentants des Administrations,
Chers (chères) Collègues et Partenaires,

Je tiens tout d'abord à vous remercier tous, très chaleureusement, pour votre participation à notre assemblée générale.

Conjoncture : reprendre pied à l'international

En cette période chahutée au niveau économique, en général mais aussi dans notre métier, j'aborderai tout d'abord les questions ayant trait à l'économie de notre filière.

Bien évidemment, la conjoncture est le premier sujet qui mobilise notre attention. Il y a un an, alors que nous nous réunissions en Assemblée Générale, nous envisagions, tous, une année 2014 positive qui aurait eu pour effet, non seulement de remettre à flot les trésoreries, mais aussi de permettre aux éleveurs de conforter financièrement leur bilan pour qu'ils s'engagent dans des programmes d'investissements ambitieux de modernisation de leur outil de production. Aujourd'hui, force est de constater que le cours du porc est bon partout dans le monde sauf en Europe. Notre filière essuie les plâtres de la stratégie européenne visant à engager un rapport de force avec la Russie concernant l'Ukraine. Cette stratégie géopolitique nous échappe mais il n'est pas acceptable que nous en fassions les frais.

L'Europe, et ses Etats membres, doivent avoir les moyens de leurs ambitions en compensant pour notre filière les conséquences du bras de fer qu'ils viennent d'engager : Il y a urgence à rouvrir les marchés, ou, à défaut, à activer des outils d'intervention sur le marché pour permettre aux éleveurs de porcs bretons, français et européens d'accéder à des conditions de marché aussi favorables que ce que peuvent connaître les éleveurs du continent Nord Américain, par exemple.

Engager la filière toute entière dans l'étiquetage de l'origine

Avec ce que nous vivons actuellement, la question de l'étiquetage de l'origine est encore plus d'actualité. Toutes les études récentes concluent unanimement à une réelle attente des consommateurs en matière d'information sur l'origine. Le sondage IPSOS, présenté à l'Assemblée Générale du SNIV-SNCP, est de ce point de vue éloquent. Les Organisations de Producteurs (OP), fédérées à l'UGPVB, soutiendront toutes les initiatives syndicales qui pourraient être prises pour encourager les transformateurs et les distributeurs à s'engager réellement dans l'étiquetage de l'origine des viandes. Le consommateur a le droit de savoir. Mais aussi celles visant à pointer les mauvais élèves ! N'y-a-t-il pas plus pernicieux et machiavélique de la part de multinationales que de cacher l'origine du porc sur l'emballage d'un jambon « Bon Paris » ? Si le consommateur savait ! Notre interprofession nationale, et je remercie son président pour son action, a fait des avancées avec la promotion du « porc Français ».

Mais il faut aller plus loin : dans le cadre des discussions actuelles visant à définir la feuille de route d'INAPORC pour la nouvelle mandature, il est prioritaire d'affirmer les fondements de notre interprofession pour ancrer son action sans ambiguïté sur la promotion du « né, élevé, abattu, transformé en France ».

Par ailleurs, les OP demandent aux pouvoirs publics d'entendre la représentation populaire, que ce soit au Parlement français, au Sénat ou au Parlement Européen pour enfin mettre en œuvre l'étiquetage de l'origine sur les produits transformés.

C'est l'une des pistes concrètes qui permettra d'endiguer les effets dévastateurs du dumping social notamment. Si l'industrie allemande de la viande semble vouloir avancer sur ce sujet, l'écart du coût de main-d'œuvre entre l'Allemagne et notre bassin perdurera encore longtemps.

Investir pour consolider notre modèle d'élevage

La situation financière de nos élevages est globalement tendue et les disparités entre éleveurs sont de plus en plus importantes. Cela ne reflète pas la compétence technique de nos éleveurs et de nos salariés d'élevage ; elle est de très bon niveau. Cette situation résulte d'un affaiblissement des outils aval de la filière, et d'un défaut d'investissements en élevages. Nous nous félicitons des évolutions concernant les règles ZES pour lesquelles nous nous battons, avec le CRP, aux côtés de la FRSEA, du CRJA, de la Chambre régionale d'Agriculture depuis de nombreuses années. Merci aux responsables professionnels qui ont travaillé tenacement sur ce dossier, et au Président du CRP pour sa longue marche de missionnaire avec le plan de sauvegarde de l'emploi dans la filière porcine. Même si tout n'est pas encore réglé concernant cette réforme, j'y reviendrai dans le rapport d'orientation en AG statutaire, nous devons, sans attendre, avancer pour préparer l'avenir, continuer à nous prendre en main, nous donner un maximum de chances pour que s'expriment les talents dans nos campagnes.

Nous invitons donc les éleveurs à s'engager dans des projets pour moderniser leurs outils, accroître la cohérence de la chaîne de production, améliorer les conditions de travail, renforcer la performance technique et environnementale, conforter le statut sanitaire des élevages.

Ce sont ces axes concrets qui fondent nos propositions présentées auprès du Conseil Régional et de l'Etat pour la définition du plan de modernisation des bâtiments. Il devra être défini avec pragmatisme pour améliorer la compétitivité des élevages, et par conséquent conforter l'emploi dans nos filières, et non pas servir je ne sais quel dogme rêveur et abstrait au service d'une communication politique bobo. Sur la base de nos discussions avec l'administration, nous sommes confiants et tout aussi vigilants.

Orienter la production pour gagner en compétitivité

Concernant l'économie de la filière, je tiens, au nom des OP, à réaffirmer une position très claire et sans ambiguïté pour faire évoluer la grille de paiement dans le sens d'un alourdissement des poids des porcs. La dépenalisation « clientéliste » des « P4 » devient une pratique trop courante.

Il convient urgemment d'adopter LA règle commune s'appliquant à la majorité des porcs. Si les choses ne sont pas toujours évidentes dans nos rangs, l'intérêt supérieur appelle à la discipline collective.

Elle est aujourd'hui unanimement souhaitée par les OP fédérées à l'UGPVB, et approuvée par la FRSEA, le CRJA et la Chambre Régionale de l'Agriculture. Nous nous en remettons au CRP pour finaliser ce dossier.

Fixer le cap et accompagner l'installation

Toujours concernant l'économie de la filière, le renouvellement des générations est un point essentiel. Il est lié notamment à l'attractivité du métier qui repose sur sa capacité à offrir aux jeunes ambitieux des

perspectives pour se réaliser en s'engageant dans des projets. Sur ce point, nous pensons que la voie est ouverte avec la réforme des ZES.

Mais nous resterons vigilants quant aux modalités de mise en œuvre de cette réforme et pour veiller à ce que le message politique allant dans le sens de la simplification soit réellement suivi d'effets par les administrations de terrain. La paperasserie fait peur à l'entrepreneur !

Le renouvellement des générations passe aussi par un projet partagé, ambitieux, en phase avec la société. C'est l'ambition du projet de responsabilité sociétale ID² que nous pilotons avec le CRP. Après plusieurs mois de concertation et de travaux, il va passer dans une phase plus concrète avec la construction, puis la communication d'indicateurs, et la mise en œuvre d'un programme d'actions. Le renouvellement des générations, c'est aussi l'accompagnement financier des candidats à l'installation. L'épargne privée est importante, nous dit on, et le besoin de capitaux pour l'installation l'est tout autant.

Nous devons nous interdire aucune hypothèse de travail pour consolider les hauts de bilan des candidats à l'installation et refuser, là encore, tout dogme qui viserait à s'interdire l'arrivée de capitaux extérieurs pour le financement des exploitations familiales, gérées et orientées par les éleveurs, eux-mêmes décideurs responsables.

Agir concrètement pour l'excellence sanitaire

Je n'aborderai pas tous les dossiers techniques conduits à l'UGPVB et pour lesquels nous avons des orientations fortes, (l'épidémiologie, la surveillance de la grippe, l'antibiorésistance, VPF, QT, etc...) Je rappellerai simplement que nous avons pris des décisions importantes pour aller encore plus loin en matière d'excellence sanitaire et notamment sur le dossier SDRP.

2015 sera l'année de mise en œuvre des modalités de ramassage des porcs intégrant le statut SDRP des élevages. Cela va dans le sens de l'intérêt de l'éleveur, et répond à l'attente du consommateur, notamment sur les questions d'antibiorésistance.

Nous nous engagerons résolument dans ce sens en 2015 aux côtés de tous les acteurs réunis à l'OVS Porc Bretagne, seule organisation sanitaire collective régionale que nous reconnaissons dans notre filière.

Simplifier nos organisations pour gagner en efficacité

Enfin, je tiens à réaffirmer publiquement l'orientation forte de nos OP qui souhaitent avancer pour simplifier nos organisations professionnelles porcines : le CRP, l'UGPVB, l'ARIP, avec à leurs côtés, les deux outils techniques, MPB et UNIPORC-Ouest, doivent évoluer. Le nombre d'éleveurs diminue, les OP se structurent, les candidats à la responsabilité professionnelle se raréfient. Nous vivons un virage économique de façon générale mais aussi de façon plus particulière au niveau de la production porcine.

Nous devons être aussi exigeants avec nous-mêmes que nous pouvons l'être avec les services publics en matière de simplification.

Les éleveurs que nous représentons ne comprendraient pas le contraire. Cette simplification doit prendre en compte la diversité des cultures et des orientations stratégiques de chacune de nos OP, que nous considérons comme une richesse. Cela permet à la fois de répondre à la diversité des attentes des éleveurs mais aussi de bâtir, avec l'émulation qu'elle suscite, des orientations collectives sur des grands dossiers d'enjeux stratégiques.

La simplification doit aboutir à une réorganisation basée sur la notion de représentativité des éleveurs par les différentes organisations professionnelles engagées au CRP Bretagne.

En conclusion, permettez-moi de saluer l'ensemble des Présidents et Directeurs, des salariés d'Organisations de Producteurs pour leur implication dans les travaux, que ce soit en Commission, en Conseil d'Administration ou en groupe de travail.

Je tiens aussi à saluer et à remercier nos partenaires régionaux, FRSEA, Jeunes Agriculteurs de Bretagne et la Chambre Régionale de l'Agriculture, aux côtés desquels nous agissons quotidiennement, soit dans le cadre du CAR, soit dans d'autres configurations, ainsi que sur des dossiers ponctuels comme, par exemple, la définition du plan de modernisation bâtiments.

Je tiens aussi à saluer les représentants de COOP de France et l'Association Nationale Sanitaire Porcine pour leur implication à nos côtés.

Merci à BREIZ Europe, pour sa veille efficace et tenace, au nom de l'agriculture et de l'agroalimentaire bretons, à Bruxelles.

Merci enfin à tout le personnel de l'UGPVB engagé en premier chef sur nos dossiers.

Merci.

Michel BLOC'H.
Président